



Treaty Series No. 54 (1949)

Agreement for the Preservation or  
Restoration of Industrial Property Rights  
affected by the Second World War

[With Final Protocol, Additional Final Protocol and Annexes]

Neuchâtel, 8th February, 1947

[The ratification in respect of the Government of the United Kingdom  
was deposited on 23rd May, 1947]

*Presented by the Secretary of State for Foreign Affairs to Parliament  
by Command of His Majesty*

LONDON  
HIS MAJESTY'S STATIONERY OFFICE  
FOURPENCE NET

# ARRANGEMENT CONCERNANT LA CONSERVATION OU LA RESTAURATION DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE ATTEINTS PAR LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

*Neuchâtel, 8 février 1947*

LES Plénipotentiaires soussignés des Gouvernements des pays membres de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle, soucieux de remédier aux atteintes subies par les droits de propriété industrielle à la suite de la deuxième guerre mondiale, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

## ARTICLE PREMIER

Les délais de priorité, prévus par l'article 4 de la Convention d'Union de Paris pour la protection de la propriété industrielle pour le dépôt ou l'enregistrement des demandes de brevets d'invention, de modèles d'utilité, de marques de fabrique ou de commerce, de dessins ou modèles industriels, qui n'étaient pas expirés le 3 septembre 1939, et ceux qui ont pris naissance depuis cette date, mais avant le 1<sup>er</sup> janvier 1947, seront prolongés, par chacun des pays contractants, en faveur des titulaires des droits reconnus par ladite Convention ou de leurs ayants cause, jusqu'au 31 décembre 1947.

## ARTICLE 2

Un délai expirant le 30 juin 1948 sera accordé, sans surtaxe ni pénalité d'aucune sorte, aux titulaires des droits reconnus par la dite Convention, ou à leurs ayants cause, pour accomplir tout acte, remplir toute formalité, payer toute taxe et généralement satisfaire à toute obligation prescrite par les lois et règlements de chaque pays, pour conserver les droits de propriété industrielle acquis au 3 septembre 1939 ou après cette date, ou pour obtenir ceux qui, si la guerre n'avait pas eu lieu, auraient pu être acquis depuis cette date, à la suite d'une demande faite avant le 30 juin 1947.

## ARTICLE 3

Le renouvellement de l'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce arrivées au terme de leur durée normale de protection après le 3 septembre 1939, mais avant le 30 juin 1947, aura effet rétroactif à la date d'expiration de leur durée normale, à condition d'être effectué avant le 30 juin 1948.

## ARTICLE 4

Les pays qui participent à la fois au présent Arrangement et à l'Arrangement de Madrid, concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, conviennent en outre de ce qui suit : le renouvellement de l'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce inscrites au Registre international, et dont l'un des pays contractants est le pays d'origine au sens de l'article 1<sup>er</sup> de l'Arrangement de Madrid, aura effet rétroactif à la date d'expiration de leur durée normale, à condition d'être effectué avant le 30 juin 1948.

## ARTICLE 5

(1) La période comprise entre le 3 septembre 1939 et le 30 juin 1947 n'entrera pas en ligne de compte dans le calcul tant du délai prévu pour

la mise en exploitation d'un brevet, pour l'usage d'une marque de fabrique ou de commerce, pour l'exploitation d'un dessin ou modèle industriel, que du délai de trois ans prévu par l'alinéa (2) de l'article 6 bis de la Convention d'Union. 479

(2) En outre, il est convenu qu'aucun brevet, dessin ou modèle industriel, marque de fabrique ou de commerce, encore en vigueur le 3 septembre 1939, ne pourra être frappé de l'une quelconque des sanctions prévues par l'article 5 de la Convention d'Union avant le 30 juin 1949.

#### ARTICLE 6

(1) Les tiers qui, après le 3 septembre 1939 et jusqu'au 31 décembre 1946, auraient de bonne foi entrepris l'exploitation d'une invention, d'un modèle d'utilité, ou d'un dessin ou modèle industriel, pourront continuer cette exploitation aux conditions prévues par les législations intérieures.

(2) L'inventeur qui rapportera la preuve de sa création et qui aura déposé une demande de brevet entre le 3 septembre 1939 et le 1<sup>er</sup> janvier 1946, ou son ayant droit, pourra—à l'égard d'une demande de brevet déposée sous le bénéfice de l'article premier—être assimilé à l'exploitant de bonne foi, même s'il n'a pas effectivement exploité son invention, à condition de justifier que la mise en exploitation ait été empêchée par la guerre.

#### ARTICLE 7

Les dispositions du présent Arrangement ne comportent qu'un minimum de protection; elles n'empêchent pas de revendiquer, en faveur des titulaires de droits de propriété industrielle, l'application des prescriptions plus larges qui seraient édictées par la législation intérieure d'un pays contractant; elles laissent également subsister les accords et traités plus favorables et non contraires que les Gouvernements des pays contractants auraient conclus ou concluraient entre eux.

#### ARTICLE 8

Les dispositions du présent Arrangement ne porteront pas atteinte à l'application des dispositions des accords et traités de paix conclus ou à conclure entre des pays ayant été en guerre l'un contre l'autre.

#### ARTICLE 9

(1) Le présent Arrangement, ouvert aux pays membres de l'Union pour la protection de la propriété industrielle, sera ratifié le plus tôt possible. Les ratifications seront déposées auprès du Gouvernement de la Confédération Suisse, et par celui-ci notifiées à tous les autres. Le présent Arrangement entrera en vigueur sans délai entre les pays qui l'auront ratifié.

(2) Les pays qui n'auront pas signé le présent Arrangement pourront y adhérer sur demande. Les adhésions seront notifiées au Gouvernement de la Confédération Suisse, et par celui-ci à tous les autres. Elles emporteront de plein droit, et sans délai, accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par le présent Arrangement.

#### ARTICLE 10

Tout pays contractant pourra étendre le présent Arrangement, par simple notification faite au Gouvernement de la Confédération Suisse, à tout ou partie de ses colonies, protectorats, territoires sous mandat ou sous tutelle, ou tous autres territoires soumis à son autorité, ou tous territoires sous suzeraineté. Le Gouvernement de la Confédération Suisse transmettra cette notification aux autres Gouvernements.

ARTICLE 11

Le présent Arrangement sera signé en un seul exemplaire, qui sera déposé aux archives du Gouvernement de la Confédération Suisse. Copie certifiée en sera remise par ce dernier à chacun des Gouvernements des pays signataires et adhérents.

Fait à Neuchâtel, le 8 février 1947.

✓ Pour la Belgique:

HAMELS.

✓ Pour le Brésil:

FRANCISCO ANTONIO  
COELHO.

✓ Pour le Danemark:

N. J. EHRENREICH  
HANSEN.

✓ Pour la Finlande:

PAAVO ANT-WUORINEN.

✓ Pour la France:

MARCEL PLAISANT.

✓ Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande  
du Nord:

HAROLD L. SAUNDERS.  
B. G. CREWE,

✓ Pour la Grèce:

D. A. NAOUM.

✓ Pour la Hongrie:

KÖRÖS LÁSZLÓ.  
KARCZAG.

✓ Pour l'Irlande:

EDWARD A. CLEARY.

✓ Pour l'Italie:

ANTONIO PENNETTA.

✓ Pour la République Libanaise:

MIKAOUI.

Pour la Principauté de Liechten-  
stein:

HOOP.

Pour le Luxembourg:

A. DE MUYSER.

✓ Pour le Maroc (Zone française):

MARCEL PLAISANT.

✓ Pour la Norvège:

R. I. B. SKYLSTAD.

✓ Pour la Nouvelle-Zélande:

HAROLD L. SAUNDERS.

✓ Pour les Pays-Bas:

J. WOUDESTRA.

✓ Pour la Pologne:

DR. JAKUB SAWICKI.  
DR. WACLAW OLSZEWSKI.

✓ Pour le Portugal:

MANUEL JOAQUIM DOS SAN-  
TOS SILVA MACHADO.  
ANTONIO JOSÉ DE ALMEIDA  
LIMA.  
JORGE VAN ZELLER-GARIN.

✓ Pour la Roumanie:

DR. C. AKERMAN.

✓ Pour la Suède:

STAFFAN SÖDERBLOM.

✓ Pour la Suisse:

MORF.  
PLINIO BOLLA.

✓ Pour la Syrie:

S. OMARI.

✓ Pour la Tchécoslovaquie:

J. ANDRIAL.

✓ Pour la Tunisie:

MARCEL PLAISANT.

✓ Pour la Turquie:

Y. K. KARAOSMANOGLU.  
SAIT RAUF SARPER.

481

*Protocole de Clôture*

Les Plénipotentiaires soussignés, réunis ce jour à l'effet de procéder à la signature de l'Arrangement concernant la conservation ou la restauration des droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale, sont convenus de ce qui suit:

I

Lorsque, durant la période comprise entre le 3 septembre 1939 et le 30 juin 1947, des produits revêtus d'une marque contrefaisant ou imitant une marque enregistrée dans un pays contractant ont été importés dans ce pays, au compte du Gouvernement, pour, les fins de la poursuite efficace de la guerre, ou pour maintenir des approvisionnements et des services essentiels à la vie de la communauté, ou pour soulager des souffrances et des malheurs résultant de la guerre, un tel emploi de la marque ne sera pas considéré comme une atteinte aux droits de son propriétaire.

II

Les dispositions de l'article premier se rapportent également aux demandes de brevets déposées par des ressortissants tchécoslovaques auprès du Bureau allemand des brevets, à Berlin, dans la période comprise entre le 1<sup>er</sup> août 1940 et le 4 mai 1945 inclusivement, à condition que l'invention n'ait pas été faite en Allemagne.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés ont adopté le présent Protocole.

Fait à Neuchâtel, le 8 février 1947.

[Signatures as for Agreement, except Ireland, Netherlands  
and Portugal]

---

*Protocole de Clôture additionnel*

Les Plénipotentiaires soussignés, réunis ce jour à l'effet de procéder à la signature de l'Arrangement concernant la conservation ou la restauration des droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale, sont convenus de ce qui suit:

Les règles énoncées au chiffre I du Protocole de Clôture seront appliquées par analogie en ce qui concerne les brevets, pour autant que l'importation a eu lieu dans le territoire des Nations Alliées et Associées, ou d'un pays ennemi de celles-ci, au cours de la guerre.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés ont adopté le présent Protocole.

Fait à Neuchâtel, le 8 février 1947.

[Signatures as for Agreement, except Denmark, France, Ireland, Luxembourg, Morocco (French Zone), Netherlands, Norway, Portugal, Sweden and Tunisia]

(Translation)

AGREEMENT FOR THE PRESERVATION OR RESTORATION OF  
INDUSTRIAL PROPERTY RIGHTS AFFECTED BY THE  
SECOND WORLD WAR

*Neuchâtel, 8th February, 1947*

THE undersigned Plenipotentiaries of the Governments of the countries members of the International Union for the Protection of Industrial Property, being desirous of providing remedies for the prejudice to industrial property rights arising from the Second World War, after having communicated their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions:—

ARTICLE 1

The periods of priority, provided by Article 4 of the Convention of the Union of Paris<sup>(1)</sup> for the protection of industrial property, for the deposit or registration of applications for patents for inventions, for utility models, for trade marks, and for industrial designs and models, which had not expired on 3rd September, 1939, and those which have arisen since that date but before 1st January, 1947, shall be extended by each of the contracting countries in favour of the proprietors of such rights recognised by the said Convention, or their legal representatives or assignees, until 31st December, 1947.

ARTICLE 2

A period expiring on 30th June, 1948, shall be granted, without supplementary fee or penalty of any kind, to the proprietors of rights recognised by the said Convention, or their legal representatives or assignees, to accomplish any act, fulfil any formality, pay any fee and generally to satisfy any obligation prescribed by the laws and regulations of each country, in order to preserve industrial property rights already acquired on 3rd September, 1939, or after that date, or to obtain those which, if the war had not taken place, might have been acquired since that date in consequence of an application made before 30th June, 1947.

ARTICLE 3

The renewal of registration of trade marks which have reached the end of their normal term of protection after 3rd September, 1939, but before 30th June, 1947, shall have retroactive effect to the date of expiration of such normal term provided the renewal is effected before 30th June, 1948.

ARTICLE 4

Countries which participate at the same time in the present Agreement and in the Madrid Agreement concerning the International Registration of Trade Marks<sup>(2)</sup> further agree as follows: the renewal of registration of trade marks entered on the International Register and of which one of the contracting countries is the country of origin in the sense of Article 1 of the Madrid Agreement shall have retroactive effect to the date of expiration of their normal term provided the renewal is effected before 30th June, 1948.

<sup>(1)</sup> Laid before Parliament on 20th June, 1884.

<sup>(2)</sup> "Treaty Series, No. 13 (1892)," C. 6818.

483

ARTICLE 5

(1) The period between 3rd September, 1939, and 30th June, 1947, shall not be taken into account in calculating the periods provided for the exploitation of a patent, for the use of a trade mark, for the exploitation of an industrial design or model, and the period of three years provided by paragraph (2) of Article 6 *bis* of the Convention of the Union.

(2) Further, it is agreed that no patent, industrial design or model, or trade mark, still in force on 3rd September, 1939, may be subjected to any of the penalties provided by Article 5 of the Convention of the Union before 30th June, 1949.

ARTICLE 6

(1) Third parties who, after 3rd September, 1939, and until 31st December, 1946, have undertaken in good faith the exploitation of an invention, of a utility model, or of an industrial design or model may continue such exploitation subject to the conditions prescribed by the domestic legislations.

(2) An inventor who establishes proof of his inventorship and who has filed an application for patent between 3rd September, 1939, and 1st January, 1946, or his legal representative or assignee, may in respect of an application for patent claiming the benefit of Article 1 be treated as an exploiter in good faith, even if he has not effectively exploited his invention, provided he can establish that the exploitation was prevented by the war.

ARTICLE 7

The provisions of the present Agreement comprise only a minimum of protection; they do not prevent a claim, in favour of the proprietors of industrial property rights, for the application of any more extended prescriptions which may be fixed by the domestic legislation of a contracting country; they equally permit the continuance in force of more favourable and non-conflicting agreements which the Governments of the contracting countries have concluded or may conclude between themselves.

ARTICLE 8

The provisions of the present Agreement shall not prejudice the application of the provisions of Agreements or Treaties of Peace concluded or to be concluded between countries which have been at war with one another.

ARTICLE 9

(1) The present Agreement, open to countries members of the Union for the Protection of Industrial Property, shall be ratified as soon as possible. The ratifications shall be deposited with the Government of the Swiss Confederation, and notified by that Government to all the others. The present Agreement shall enter into force without delay between the countries which have ratified it.

(2) Countries which have not signed the present Agreement may accede to it upon request. Such accessions shall be notified to the Government of the Swiss Confederation, and by that Government to all the others. Accessions shall entail, as a matter of right, and without delay, accession to all the clauses and admission to all the advantages stipulated by the present Agreement.

ARTICLE 10

Any contracting country may extend the present Agreement, by simple notification made to the Government of the Swiss Confederation, to all or part of its colonies, protectorates, territories under mandate or under trusteeship, or all other territories under its authority, or all territories under

suzerainty. The Government of the Swiss Confederation will transmit this notification to the other Governments.

#### ARTICLE 11.

The present Agreement shall be signed in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Government of the Swiss Confederation. A certified copy shall be transmitted by that Government to each of the signatory and acceding Governments.

Done at Neuchâtel, 8th February, 1947.

[Signatures—see page 4]

---

#### *Final Protocol*

The undersigned Plenipotentiaries, met this day for the purpose of proceeding to the signature of the Agreement concerning the preservation or restoration of industrial property rights affected by the Second World War, have agreed as follows:—

#### I

Where, during the period between 3rd September, 1939, and 30th June, 1947, goods bearing a trade mark fraudulently reproducing or resembling a trade mark registered in a contracting country have been imported into that country on Government account for the purposes of the efficient prosecution of the war, or for maintaining supplies and services essential to the life of the community, or for the relief of suffering and distress resulting from the war, such use of the trade mark shall not be considered as a prejudice to the rights of its proprietor.

#### II

The provisions of Article 1 apply equally to applications for patents deposited by Czechoslovak nationals at the German Patent Office at Berlin in the period between 1st August, 1940, and 4th May, 1945, inclusive, provided that the invention was not made in Germany.

In witness whereof the undersigned Plenipotentiaries have adopted the present Protocol.

Done at Neuchâtel, 8th February, 1947.

[Signatures—see page 5]

---

#### *Additional Final Protocol*

The undersigned Plenipotentiaries, met this day for the purpose of proceeding to the signature of the Agreement concerning the preservation or restoration of industrial property rights affected by the Second World War, have agreed as follows:—

The principles set out in paragraph I of the Final Protocol shall be likewise applicable as regards patents in so far as the importation has taken place in the territory of the Allied and Associated Nations or of their enemies during the course of the war.

In witness whereof the undersigned Plenipotentiaries have adopted the present Protocol.

Done at Neuchâtel, 8th February, 1947.

[Signatures—see page 5]



ANNEXES

List of Ratifications

United Kingdom	...	...	...	...	23rd May, 1947.
Ireland	...	...	...	...	10th January, 1948.
New Zealand (including Western Samoa)	...	...	...	...	22nd September, 1947.
Belgium	...	...	...	...	31st December, 1947.
Brazil	...	...	...	...	15th May, 1948.
Czechoslovakia <sup>(3)</sup>	...	...	...	...	31st July, 1947.
Denmark	...	...	...	...	16th July, 1947.
Finland	...	...	...	...	26th June, 1947.
France	...	...	...	...	4th August, 1947.
Greece	...	...	...	...	19th June, 1948.
Hungary	...	...	...	...	22nd November, 1947.
Italy	...	...	...	...	16th December, 1947.
Lebanon	...	...	...	...	9th December, 1947.
Liechtenstein	...	...	...	...	14th November, 1947.
Luxembourg	...	...	...	...	26th December, 1947.
Morocco (French Zone)	...	...	...	...	4th August, 1947.
Netherlands (including overseas territories)	...	...	...	...	30th December, 1947.
Norway	...	...	...	...	30th May, 1947.
Poland	...	...	...	...	3rd December, 1947.
Portugal	...	...	...	...	10th November, 1947.
Sweden	...	...	...	...	20th June, 1947.
Switzerland	...	...	...	...	3rd April, 1947.
Syria	...	...	...	...	6th January, 1948.
Tunisia	...	...	...	...	4th August, 1947.
Turkey	...	...	...	...	22nd September, 1947.

(3) With a declaration that the Czechoslovak Government accepts the date of 3rd September, 1939, in Article 1 of the Agreement for the purposes of the Agreement only, and without prejudice to the fact that a state of war existed between Czechoslovakia and Germany from 17th September, 1938.

List of Accessions

Ceylon	...	...	...	...	11th November, 1947.
South Africa <sup>(4)</sup>	...	...	...	...	1st December, 1947.
Tanganyika	...	...	...	...	11th June, 1947.
Trinidad and Tobago	...	...	...	...	13th May, 1947.
Austria	...	...	...	...	28th June, 1948.
Cuba <sup>(4)</sup>	...	...	...	...	12th April, 1949.
Dominican Republic <sup>(4)</sup>	...	...	...	...	23rd May, 1947.
Morocco (Spanish Protectorate) <sup>(4)</sup>	...	...	...	...	26th July, 1947.
Palestine	...	...	...	...	19th May, 1947.
Spain <sup>(4)</sup>	...	...	...	...	19th July, 1947.
Spanish Colonies <sup>(4)</sup>	...	...	...	...	15th December, 1947.
Tangier	...	...	...	...	26th February, 1948.

(4) Includes acceptance of both Protocols.

LONDON

PRINTED AND PUBLISHED BY HIS MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

To be purchased directly from H.M. Stationery Office at the following addresses:

York House, Kingsway, London, W.C.2; 13a Castle Street, Edinburgh, 2;

39 King Street, Manchester, 2; 2 Edmund Street, Birmingham, 3;

1 St. Andrew's Crescent, Cardiff; Tower Lane, Bristol, 1;

80 Chichester Street, Belfast

OR THROUGH ANY BOOKSELLER

1949

Price 4*d.* net